

**Hopkins A. G. (2020), *An Economic History of West Africa*, Londres et New-York, Palgrave, 416 p., seconde édition.**

Cassandra Mark-Thiesen

---

Citer cet article : Cassandra Mark-Thiesen (2021), « Hopkins A. G. (2020), *An Economic History of West Africa*, Londres et New-York, Palgrave, 416 p., seconde édition », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/crmarkthiesen>

Mise en ligne : 1<sup>er</sup> juillet 2021.

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e513>

---

**A**lors que les études africaines émergeaient dans les années 1950 et 1960, une première génération d'historiens africanistes, spécialisés en histoire économique, tels que Philip D. Curtin (formé aux États-Unis) et Kenneth Onwuka Dike (formé en Sierra Leone et au Royaume-Uni), aspiraient à mieux comprendre les relations économiques internes et externes qui avaient contribué à dessiner un continent au bord de l'indépendance, espérant ainsi établir la façon dont ce passé pouvait le développement de nouveaux États-nations. La première édition d'*An Economic History of West Africa* d'A. G. Hopkins, parue en 1976 et considérée aujourd'hui comme un livre de référence sur la question, était partie prenante de cette première vague historiographique.

Composé de six chapitres analytiques, l'ouvrage avait une ambition audacieuse. Il voulait explorer plusieurs hypothèses sur les transformations dans la vie économique et matérielle de l'Afrique de l'Ouest dans sa diversité, à travers une perspective historique couvrant les époques modernes et postcoloniales. Encore aujourd'hui, ces hypothèses continuent de nourrir l'histoire économique de l'Afrique. Organisés de manière chronologique, les chapitres de l'ouvrage documentaient la répartition des ressources naturelles, les restrictions sur l'accumulation de richesse et les processus de production entre les zones forestières et le Sahel ; les relations extérieures via le commerce transsaharien et transatlantique ; et l'impérialisme et le développement de l'agriculture d'exportation parallèle à la lente disparition de l'esclavage. Les trois derniers chapitres étaient dédiés à un bilan de l'héritage du colonialisme sur le développement de l'Afrique. En utilisant un modèle qui s'appuyait sur « le concept d'économies fermées et ouvertes »<sup>1</sup> (p. 30), Hopkins explorait

---

<sup>1</sup> « The concept of open and closed economies ».



l'expansion initiale puis le repli de l'économie de marché moderne, au cours des premières administrations coloniales, de l'entre-deux-guerres et de l'ère des indépendances. Peut-être que la plus importante contribution de l'auteur était de contrecarrer les biais de nombre de ses collègues dans les universités occidentales – en réfutant les présupposés vis-à-vis de la passivité et de l'irrationalité des Africains, leurs soi-disant profondes résistances au capital et leur insensibilité aux incitations économiques. La réédition augmentée de ce premier ouvrage, parue en 2020, offre d'importantes améliorations et le lectorat contemporain y trouvera un aperçu informatif du passé et du présent de l'historiographie économique de l'Afrique (de l'Ouest).

Comme Hopkins le souligne, dans les années 1950 et 1960, l'histoire économique constituait un champ à part de l'histoire générale de l'Afrique, du fait d'un angle d'analyse singulier. Il était alors pratiquement impossible de présenter sous un jour favorable les relations, les négociations et les formes de répression typiquement inégales (si ce n'est brutales ou sanglantes) qui caractérisaient les processus d'accumulation de richesse (et, en conséquence, les relations sociales et politiques) sur le continent. L'insistance sur des détails sordides pouvait paraître maladroite, voire manquer d'empathie, dans un contexte de luttes pour l'autonomie et l'indépendance face à la domination coloniale en Afrique. L'histoire économique de l'Afrique a par la suite prospéré dans les années 1970, avant de décliner, comme beaucoup d'autres domaines – tel celui de l'histoire du travail, quoique pour des raisons différentes. Dans un article paru en 2009<sup>2</sup>, Hopkins accusait le désintérêt généralisé pour l'étude de l'histoire économique, ainsi que le « processus de scission dans les universités, qui a séparé l'histoire de l'économie et piégé le segment économique dans des complexités techniques fort éloignées de l'intérêt, voire de la compréhension, de la plupart des historiens »<sup>3</sup>. Réunir ces deux champs de recherche afin d'affronter le défi de longue date que représente la lutte contre la pauvreté sur le continent est la mission que s'est assigné A. G. Hopkins, comme cela transparait dans cette seconde édition d'*An Economic History of West Africa*. En effet, depuis son article de 2009, nous avons pu assister à une renaissance de l'histoire économique de l'Afrique, avec un nombre croissant d'études académiques (voir par exemple la revue *African Economic History*) et de réseaux (comme l'African Economic History Network) explorant des thèmes de recherche liés à la pauvreté, les économies domestiques du continent, le commerce extérieur, etc.

Partie prenant de ce renouveau historiographique, Hopkins a été particulièrement désireux de promouvoir des études étendues dont les thèses sont largement applicables, dans la lignée des premiers historiens de l'économie en Afrique, dont il a fait partie. Par conséquent, à côté des réflexions autocritiques sur les défauts de son premier ouvrage – qu'il met au compte des difficultés d'un jeune chercheur proposant des travaux novateurs dans une sous-discipline en développement – la seconde édition met en évidence la riche historiographie que celui-ci a généré. Elle inclut, entre autres, les travaux de Gareth Austin, Robin Law ou Polly Hill, ainsi que les contributions plus récentes de Leigh Gardner, Marlous van Waijenburg ou Romain Tiquet (qui ne se limitent pas nécessairement au contexte ouest-

<sup>2</sup> Hopkins A. G. (2009), « The New Economic History of Africa », *The Journal of African History*, 50(2): 157.

<sup>3</sup> « The process of cleavage in universities that divided history from economics and took the economic segment into technical complexities that escaped the interest, as well as the grasp, of most historians ».

africain)<sup>4</sup>. Ceux-ci (et d'autres) ont utilisé une démarche très enrichissante visant à explorer les principales caractéristiques, les impacts sociaux et les héritages de l'agriculture d'exportation, du régime colonial fiscal, des pratiques de travail forcé colonial, et bien d'autres sujets encore.

En tant que chercheur chevronné de l'histoire globale et de l'histoire de l'Afrique, Hopkins reste modeste sur ses accomplissements, mais n'hésite pas à proposer des pistes de recherches pour ses successeurs. En affirmant de manière générale que beaucoup reste à faire, il fait référence à son étude originale de 1976 et aux travaux d'autres historiens africanistes de l'économie et invite à s'intéresser, en particulier, à l'étude du commerce intérieur et extérieur pendant la période précoloniale et à l'impact matériel des traites esclavagistes transatlantique et transsaharienne sur le développement de l'Afrique, dans une perspective de longue durée.

Pour finir, on pourrait regretter qu'Hopkins, dans son appel le plus récent, ait maintenu une distance vis-à-vis du champ plus large (et plus politique) des études africaines. Celles-ci s'orientent vers des pratiques plus inclusives et plus équitables – en d'autres mots, décoloniales –, que ce soit dans les Nord ou les Suds, et promeuvent des recherches qui bénéficient véritablement aux citoyens africains. Afin d'attirer une audience plus large, en particulier de jeunes chercheurs, il aurait été bon de souligner que c'est un mouvement qui concerne aussi l'histoire économique du continent. Même en se focalisant sur des approches plus larges et plus techniques, cette auto-réflexivité aurait pu permettre de donner un crédit éclairant, inspirant, voire même surprenant à l'historiographie économique l'Afrique de l'Ouest.

*Cassandra Mark-Thiesen*

*Université de Bâle, Département d'histoire (Suisse)*

## Bibliographie

AUSTIN Gareth (2009), « Cash Crops and Freedom: Export Agriculture and the Decline of Slavery in Colonial West Africa », *International Review of Social History* 54(1), p. 1–37

GARDNER Leigh (2013), *Taxing Colonial Africa: The Political Economy of British Imperialism*, Oxford, Oxford University Press.

HILL Polly (1997), *The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana: A Study in Rural Capitalism*, Münster, LIT Verlag.

---

<sup>4</sup> Austin Gareth (2009), « Cash Crops and Freedom: Export Agriculture and the Decline of Slavery in Colonial West Africa », *International Review of Social History*, 54(1), p. 1–37 ; Law Robin (2002), *From Slave Trade to "Legitimate" Commerce: The Commercial Transition in Nineteenth-Century West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press ; Hill Polly (1997), *The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana: A Study in Rural Capitalism*, Münster, LIT Verlag ; Gardner Leigh (2013), *Taxing Colonial Africa: The Political Economy of British Imperialism*, Oxford, Oxford University Press ; Van Waijenburg Marlous (2018), « Financing the African Colonial State: The Revenue Imperative and Forced Labor », *Journal of Economic History*, 78(1), p. 40–80 ; Tiquet Romain (2019), *Travail forcé et mobilisation de la main-d'oeuvre au Sénégal : années 1920-1960*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

HOPKINS A. G. (2009), « The New Economic History of Africa », *The Journal of African History* 50(2): 157.

LAW Robin (2002), *From Slave Trade to "Legitimate" Commerce: The Commercial Transition in Nineteenth-Century West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

TIQUET Romain (2019), *Travail forcé et mobilisation de la main-d'oeuvre au Sénégal : années 1920-1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

VAN WAJENBURG Marlous (2018), « Financing the African Colonial State: The Revenue Imperative and Forced Labor », *Journal of Economic History* 78(1), p. 40–80.